

Allemagne

## ***Die Linke* après les élections régionales de 2011**

**Cornelia Hildebrandt**

*Spécialiste des partis et des mouvements sociaux à l'Institut d'analyse des sociétés de la Fondation Rosa Luxemburg*

Les élections de Berlin en septembre 2011 ont été les dernières du cycle électoral de cette année qui a concerné sept élections régionales et deux élections communales. D'un point de vue positif, *die Linke* a réussi à s'affirmer comme force politique pour la justice sociale. Mais, dans toutes ces élections, elle est nettement en retrait par rapport à ses résultats aux élections au Bundestag auxquelles elle avait atteint 11,9%.

Bien que le camp bourgeois n'ait pas de stratégie homogène pour la crise, *die Linke* n'a pas réussi à faire partie d'une alliance alternative sociale et politique. Au contraire, les options rouge-vert sans *die Linke* sont débattues comme alternatives politiques possibles. L'acceptation sociale croissante des Verts a rendu possible pour la première fois un premier ministre Vert dans le Bade-Wurtemberg. Face au contexte d'évolution réelle vers une restauration du néolibéralisme par des moyens autoritaires et une profonde intégration néolibérale de l'Union européenne, leur idée d'un «New Deal Vert» semble la seule alternative acceptable politiquement, soutenue par les principaux segments de la société. L'évolution vers un capitalisme vert a trouvé sa première expression politique visible dans l'abandon progressif du nucléaire proclamée par le gouvernement fédéral en mars 2011. Dans ce cadre et dans le sillage des craintes suscitées par la catastrophe nucléaire de Fukushima, les questions énergétiques et climatiques sont devenues des sujets décisifs pour les résultats d'élections d'États comme ceux du Bade-Wurtemberg et de Rhénanie-Palatinat.

Le changement de configuration des conflits sociaux a également modifié la perception et l'importance accordée à la crise financière et économique, à la crise environnementale et énergétique, ainsi qu'à la crise de la sécurité (terrorisme, vagues d'immigration, etc.). L'instauration de régulations du travail de courte durée, de plans de relance économique et de primes à la casse pour les voitures a éloigné le marasme économique pour la plus grande partie de la population en 2009 grâce à des mesures structurellement conservatrices. La relance de la demande a permis de redévelopper rapidement la production et de réduire le chômage. Dans ce contexte, la question sociale a semblé perdre de son importance, au moins à court terme—notamment à Stuttgart, dans l'entreprise et sur le site de production de Mercedes-Benz. La CDU a développé une stratégie économique conservatrice, orientée vers l'exportation, et l'a combinée avec un antiterrorisme accru et une politique sécuritaire autoritaire. Les Verts ont par ailleurs développé leur «New Deal Vert» qui consiste à associer les politiques économiques avec un changement de politiques énergétiques et met l'accent sur l'amélioration de l'inclusion sociale et la démocratisation. L'exigence exprimée par *die Linke* d'une répartition socialement juste du coût de la crise n'a pas trouvé beaucoup de résonance.

Dans le Bade-Wurtemberg, cette configuration a débouché sur une coalition jaune-noire entre la CDU et le FDP et a, pour la première fois, conduit à une coalition rouge-verte entre les Verts et le SPD avec un Premier ministre désigné par les Verts. *Die Linke* a difficilement trouvé place dans le débat public. Ce n'était pas seulement à cause de l'importance de la question énergétique et climatique, c'était tout autant à cause du style politique dominant : autoritaire contre-libertaire.

En mai 2011, lors des élections de l'État fédéral de Brême, les questions énergétiques et écologiques étaient encore des sujets importants, mais elles n'ont plus décidé de l'issue des élections. La question sociale s'était replacée en haut de l'agenda politique. Néanmoins, *die Linke* s'est encore trouvée clairement en recul par rapport à ses résultats électoraux de l'élection fédérale précédente en 2007 et des élections au Bundestag de 2009. C'est également vrai pour les élections qui ont suivi, en septembre 2011, en Mecklembourg-Poméranie occidentale et à Berlin. *Die Linke* a pu s'affirmer comme un parti de la justice sociale. Cependant, elle a été confrontée—en particulier à Berlin où elle a participé au gouvernement—au processus de fragmentation sociale croissante résultant de la législation néolibérale au niveau fédéral à la mise en place de laquelle elle avait participé. Ses propres projets sociaux, en particulier dans le domaine de la politique du marché du travail et de la politique sociale, ont pris une importance secondaire.

Pourtant, à la fin de l'année électorale 2011, *die Linke* demeure crédible en tant que parti de la justice sociale et comme seul capable de fidélité aux travailleurs et aux chômeurs. Elle réalise des résultats supérieurs à la moyenne

chez les électeurs de 45 à 59 ans et, dans les États fédéraux d'Allemagne de l'Est, elle attire les électeurs de plus de 60 ans. Toutefois, son attractivité pour les jeunes électeurs est inférieure à la moyenne et elle perd également de plus en plus de voix chez les 34 à 45 ans, génération dont l'expérience sociale et politique est liée au développement des conditions de travail et de vie postfordistes et aux nouvelles technologies de communication et d'information.

	Adhérents 2009	Elections au SA Bundestag 2009 (11,9)	Baden- Württemberg 2011 (2,8)	Berlin 2011 (11,7)
<b>Ouvriers</b>	18 %	11 %	25 %	14 %
<b>Employés</b>	32 %	5 %	22 %	10 %
<b>Indépendants</b>	12 %	4 %	15 %	11 %
<b>Retraités</b>	53 %	4 %	26 %	15 %
<b>Étudiants</b>	4 %	6 %		
<b>Chômeurs</b>	8 %	15 %	35 %	16 %

### La structure sociale des membres et des électeurs de *die Linke*

Les résultats du cycle électoral de 2010 et 2011 reflètent l'impact social de *die Linke*, l'efficacité actuelle que le public lui attribue, l'attractivité de ses propositions politiques et, enfin, son *leadership*. Ce qui est devenu visible, c'est la force du parti comme partenaire pour les questions de justice sociale, ses insuffisances en matière de programme, de stratégie et d'organisation, et surtout son manque d'enracinement social par-delà sa représentation au sein du parlement dans les *Länder* et municipalités. C'est pourquoi, *die Linke* doit utiliser sa présence croissante dans les États fédéraux, comme la Basse-Saxe, qui a permis d'augmenter son nombre d'élus, comme ressource et « moteur » pour s'enraciner dans la société, en sachant qu'avoir des parlementaires ne peut pas se substituer au développement des organisations locales de base.

Jusqu'à présent, *die Linke* est un parti dont les résultats dans les sondages restent en dessous de la barre des 5% dans cinq des dix États fédéraux et qui, dans seulement trois états fédéraux d'Allemagne de l'Est dépasse le seuil des 20%. *Die Linke* ne fait plus consensus dans ses anciens fiefs urbains, notamment à Berlin.

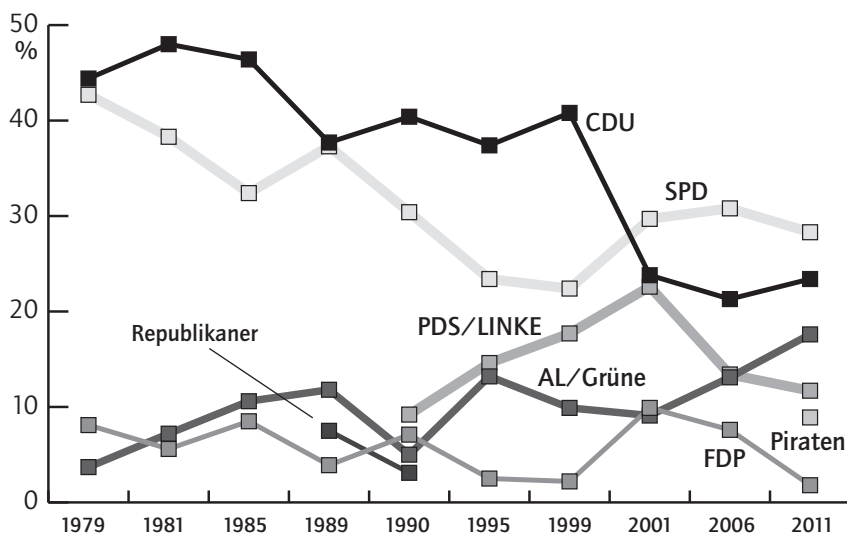
En 2011, le parti n'a pas réussi à réaliser son ambition de faire partie d'un projet de gouvernement rouge-rouge. C'est pour lui maintenant la fin d'une période de 10 ans au cours de laquelle il a façonné la politique gouvernementale. En Mecklembourg-Poméranie occidentale, il reste le second parti d'opposition derrière les conservateurs. Dans les États du Sud-ouest fédéral allemand il n'a pas réussi à remporter des sièges dans les parlements fédéraux.

## Les élections de 2011 à Berlin

Le SPD a remporté les élections de Berlin avec 28,3% des voix, suivi de la CDU avec 23,4%, les Verts avec 17,6% et *die Linke* avec 11,7%. Ainsi, *die Linke* est en recul par rapport à son résultat de 1995, bien que son score électoral dans les districts de Berlin-Ouest soit passé de 17,4% en 1999 à 28,3% en 2011, avec un nombre absolu de voix stable.

Pour la première fois, les Pirates feront partie de la Chambre des représentants de Berlin avec 8,9% et 15 sièges et ils seront également représentés dans tous les conseils de district : le parlement communal de Berlin. Le FDP a été le grand perdant avec 1,8%.

### Elections to the Berlin House of Representatives



### Élections à la chambre des représentants de Berlin

Les élections de Berlin sont d'une importance particulière pour *die Linke* parce que les problèmes essentiels de *die Linke* y convergent de façon spécifique. Parmi ces derniers, les questions cruciales sont celles de sa participation au gouvernement, sa spécificité en tant que parti de l'Est et de l'Ouest; enfin et surtout, la ville même dont l'histoire a façonné la vie des générations d'âge moyen et des plus âgés, à l'Est et à l'Ouest. C'est le site du mur et donc le lieu où la confrontation de *die Linke* avec sa propre histoire est posée avec le plus de force. C'est le cadre dans lequel les débats autour du rapport de *die Linke*

avec le communisme, l'érection du mur et sa relation avec Cuba ont eu un impact immédiat sur les résultats des élections de Berlin.

Dans le même temps, *die Linke*—lors de son deuxième mandat en tant que parti au gouvernement, c'est-à-dire après ses pertes spectaculaires aux élections de 2006 lorsque *die Linke* a perdu la moitié de ses électeurs par rapport aux élections de 2001—a eu du mal à peser dans le gouvernement «feutré» de la coalition rouge-rouge. Elle n'a pas su engranger ses succès—comme la création de 118 000 nouveaux emplois cotisant tous à la sécurité sociale, de 7 000 emplois dans le secteur public (secteur tertiaire), l'instauration d'une loi qui fait du paiement du salaire minimum la condition de passation de marchés publics, un ticket social et culturel pour les personnes socialement fragiles et la suppression du système scolaire tripartite—pour en faire un récit de réussite, se présenter comme un parti indépendant de la coalition rouge-rouge et comme force motrice sur les questions sociales. Ce n'est que ces deux dernières années que *die Linke* a commencé à traiter le problème des loyers et du logement. Elle a empêché la privatisation des organismes de logement municipaux mais n'a pas pu empêcher les augmentations de loyer immédiatement avant les élections, même dans les programmes de logements gérés par ces organismes. Elle a eu du mal à développer ses propres alternatives dans le domaine du développement urbain, en stoppant les processus de gentrification croissante et en initiant des débats participatifs sur un autre mode de développement alternatif de la ville, même si à Berlin a été pris un certain nombre d'initiatives exigeant le «droit à la ville».

En 2001, *die Linke* s'était présentée comme un parti cherchant à faire la lumière sur le plus important scandale bancaire d'Europe et prenant position pour une autre politique de la ville et un style politique différent en opposition avec la nouvelle «Hauptstadtpolitik»<sup>1</sup>. En 2011, elle apparaît comme un parti qui ne répond à l'exigence de plus de transparences que sous la pression des initiatives urbaines et qui ne fait passer que sous la pression une loi sur la liberté de l'information selon laquelle tous les accords conclus dans le secteur public doivent être transparents. De fait, les contrats sur la privatisation partielle de l'eau sont rendus publics sur *Internet*, alors que le référendum sur cette question, auquel ont participé plus de 660 000 personnes, est perçu comme inutile.

À Berlin, *Die Linke* a perdu sa sensibilité aux changements d'atmosphère sociale et s'est aliénée de nombreux mouvements sociaux de la ville.

Avec un résultat de 11,7%, *die Linke* est en recul par rapport aux résultats des élections de 2006 et à celles du Bundestag de 2009. En ce qui concerne les élections fédérales de 2006, elle a perdu 14 000 voix et, avec 20 sièges, elle n'est que la quatrième formation de la Chambre des représentants. Dans aucun district, elle n'est le parti le plus fort et, dans les bastions de Berlin-Est, elle a perdu entre 5 à 7% de ses électeurs, alors que ses résultats sont stables

dans la partie occidentale de la ville. Alors qu'elle a perdu 23 000 électeurs du fait des décès ou des déménagements, elle n'a pas réussi à attirer de nouvelles couches de la population. Elle ne touche pas les milieux de gauche et libertaires et touche à peine les jeunes générations. À Berlin également, elle est le parti des socialement fragiles, des travailleurs et des chômeurs, mais elle est avant tout un parti de l'Est et de retraités, même si le pourcentage d'électeurs des districts de Berlin-Ouest atteint maintenant 28%.

*Die Linke* a perdu beaucoup de voix au profit du Parti des Pirates. Elle a gagné 3 000 voix d'abstentionnistes et 2 000 voix du SPD. Les Pirates sont apparus sur la scène politique comme alternative au système politique établi, comme protestation populaire et comme parti donnant des leçons face au contexte de faiblesse générale du système politique institutionnalisé. Les Pirates comme antiparti ont aussi affaibli les Verts, en particulier chez les jeunes et dans la partie des électeurs de la gauche libertaire. Les Verts ne sont plus le parti qui automatiquement et de façon provocante représente le style de vie des jeunes générations. Lors de ces élections, les Pirates sont apparus comme ceux qui s'opposent de façon originale et non conventionnelle aux institutions établies et qui combinent ce style antipolitique avec les exigences de transparence et de participation. Les Pirates ont trouvé leur place là où les partis établis—dont *die Linke* à Berlin—se sont éloignés de la société urbaine, de la vie quotidienne des jeunes en particulier ; là où les exigences de long terme sont à peine reconnaissables, après être passées par les politiques réalistes et les ministères, et là où ils sont de moins en moins en phase avec les projets de vie et les réalités de la vie des jeunes générations.

Parmi ces projets de vie et ces réalités, on doit compter la généralisation et la liberté de l'*Internet* ainsi que le droit à la sécurité et à une vie indépendante par-delà même la société du travail, la plupart des jeunes ne pouvant plus compter sur les carrières traditionnelles : cela comprend le droit à un revenu de base, le droit à l'éducation gratuite ainsi qu'à la gratuité des transports publics. Les Pirates demandent des procédures politiques transparentes, des pratiques de politique auto-définies et la possibilité d'auto-organisation politique. Non seulement ils mettent en question le contenu des politiques et la crédibilité des responsables politiques, mais aussi les méthodes politiques elles-mêmes. Ainsi, ils trouvent leur place lorsque, par exemple, la demande de *die Linke* pour une mairie de verre a été abandonnée par *die Linke* elle-même. Ce groupe socialement ouvert et non conventionnel est un défi à tous les partis, mais particulièrement à *die Linke* qui voulait tenir ce son rôle, notamment à Berlin.

*Die Linke* n'a pas réussi à garder le vent social en poupe, celui-là même qui, entre 2007 et 2009, l'avait aidée à s'imposer comme force politique couronnée de succès dans 13 États fédéraux ainsi que sur le plan national. Elle ne réussit pas à impulser le nouvel idéal social, affirmé en 2009, qui reposait sur un modèle d'État-providence du XXI<sup>e</sup> siècle et reliait le social à la question

écologique. Elle n'a pas de contre-projet attractif pour une transformation sociale et écologique. Jusqu'à présent, elle a été le parti «qui dit ce qui est» et pose les bonnes questions, mais jusqu'à maintenant elle manque de compétence en ce qui concerne les solutions et l'avenir. Et jouer le rôle de ceux qui posent des questions et interrogent n'est pas le privilège des partis de gauche. À Berlin, ce rôle a pour l'instant été pris en charge par les Pirates avec leur propre conception de gauche.

### Notes

1) Politique de la capitale.